

# L'Open forum, Assemblée mondiale des femmes à Tokyo (WAW ! Tokyo 2014)

Extraits du discours d'ouverture prononcé par le Premier ministre Shinzo Abe à Tokyo le 12 septembre 2014

Intégralité du texte (en anglais) : [http://japan.kantei.go.jp/96\\_abe/statement/201409/waw140912.html](http://japan.kantei.go.jp/96_abe/statement/201409/waw140912.html)

« Créer une société où les femmes puissent s'épanouir » figure tout en haut de la liste de mes priorités depuis le début de mon second mandat à la tête du gouvernement en décembre 2012. J'ai procédé à un remaniement ministériel le 3 septembre. L'entrée, à mon initiative, des femmes dans le gouvernement a été particulièrement remarquée. C'est aussi à une femme que j'ai confié un autre poste important : la présidence du Conseil de recherche politique du Parti libéral démocrate. Grâce à ce remaniement, la présence des femmes au sein du gouvernement japonais s'est considérablement accrue. Il existe certes d'autres pays qui nous surpassent et le Japon ne s'est pas encore hissé au niveau suprême, mais le paysage politique va changer. Les femmes qui ont intégré le gouvernement sont des personnes éminentes, qui débordent de talent et d'énergie. J'ai la ferme conviction qu'elles vont mettre tout leur dynamisme au service des tâches qui leur incombent.

On ne peut pas dire que le Japon incarne le modèle du « premier de la classe » en ce qui concerne la nomination de femmes aux postes décisionnels. Leur proportion parmi les membres de la Diète nationale reste faible, à environ 11 %. D'où la nécessité d'agir tout de suite. Le pays s'est donné pour objectif d'avoir 30 % de femmes aux postes de commande d'ici 2020. Une étude portant sur les 500 plus grandes entreprises choisies par la revue Fortune a montré que les entreprises dans lesquelles trois femmes ou plus siègent au conseil d'administration affichent une rentabilité supérieure de plus de 80 % à celle des sociétés dont le conseil d'administration est entièrement masculin, et qu'elles exercent en outre un fort attrait sur les actionnaires. Les entreprises japonaises commencent également à mettre à contribution les idées des femmes dans la mise au point des produits. Les femmes apportent à la gestion des entreprises des perspectives qui leur appartiennent en propre et les organisations diversifiées sont en mesure d'offrir à la société de nouvelles formes de valeur ajoutée.



En disant que j'aimerais que toutes les sociétés cotées en bourse intègrent au moins une femme dans leur conseil d'administration, j'entendais exhorter le monde des affaires japonais à prendre des mesures concrètes pour nommer des femmes à des positions décisionnelles. On voit de plus en plus de femmes accéder à la direction des établissements financiers, des sociétés commerciales et autres entreprises qui passaient jusqu'ici au Japon pour des lieux de travail réservés aux hommes. Mon intention est d'accélérer encore le mouvement. Cet automne, le Japon va revoir le dispositif régissant la publication des rapports d'activité, en exigeant qu'y figure le nombre de femmes siégeant au conseil d'administration. Quant aux entreprises qui travaillent concrètement à la

promotion des femmes, nous leur donnerons davantage d'opportunités d'obtenir des commandes de l'État. Celles qui s'engagent sur le chemin de la nomination de femmes à des postes décisionnels recevront en outre des subventions. Qui plus est, en favorisant la diffusion du « télétravail » faisant appel aux technologies de l'information, nous contribuerons à l'avènement d'un mode de travail flexible.

Nous avons multiplié les initiatives en faveur de l'engagement sans réserve des femmes. Grâce à quoi on a enregistré l'an passé 530 000 femmes de plus au sein de la population active du Japon. Nombreuses sont les femmes qui souhaitent continuer le plus longtemps possible à occuper un emploi satisfaisant. Nombre d'entre elles travaillent aussi avec acharnement à leur promotion au sein des entreprises qui les emploient. Dans le même temps, la réalité est que 60 % des Japonaises quittent leur emploi après la naissance de leur premier enfant. Il y a aussi celles qui interrompent provisoirement leur activité professionnelle en vue d'élever leurs enfants, sans pour autant renoncer à reprendre un travail. D'autres encore veulent se consacrer aux affaires familiales jusqu'à la fin de leurs responsabilités en termes d'éducation ou de soins aux enfants. Sans oublier celles qui veulent poursuivre une vie professionnelle ininterrompue. Je pense que chacun de ces choix mérite d'être respecté et je souhaite apporter mon soutien aux femmes qui suivent avec confiance le chemin qu'elles ont choisi. Je vais faire mon possible pour remédier à tous les problèmes qui font obstacle à l'engagement actif des femmes. Il n'en reste pas moins que nombre d'entre elles se préoccupent de trouver un équilibre entre l'éducation des enfants et le travail. L'expression « liste d'attente des services de garde pour les enfants » doit disparaître du lexique japonais. Il existe un grand nombre de femmes qui nourrissent le rêve de créer une entreprise ou de rendre service à l'ensemble de la société. Pour leur permettre de mettre pleinement à contribution leur dynamisme, nous leur fournirons un soutien sur mesure depuis le moment où leur entreprise voit le jour jusqu'à celui où elle atteint sa vitesse de croisière. Afin de renforcer notre soutien à la garde et à l'éducation des enfants, nous allons créer, à partir de l'exercice budgétaire 2015, une nouvelle qualification professionnelle pour les « aides aux soins aux enfants », de façon à ce que ces gens-là puissent mettre leur expérience en matière d'éducation au service des garderies. J'espère voir un grand nombre de femmes relever le défi et se lancer dans des activités telles que l'aide à la garde ou à l'éducation des enfants, en mettant à profit leur propre expérience. Nous allons nous efforcer de mettre en place d'ici 2020 une société dans laquelle toutes les femmes puissent entreprendre de

réaliser leurs rêves à tous les stades de leur vie. Au cours du mois d'octobre, nous allons élaborer un « Train de mesures en vue de soutenir toutes les femmes qui resplendent ».

L'autre jour, j'ai rencontré des femmes travaillant dans le secteur de la construction et celui des transports. Elles m'ont dit : « Ça vaut la peine d'accepter des missions importantes couvrant toutes les étapes de la mise en place d'une collectivité » et « ce qui compte le plus, c'est le sourire sur le visage de mes clients lorsque je leur livre des colis. » Et pourtant, ces activités étaient jusqu'ici sous domination masculine. Ce que j'ai compris, c'est que, lorsque les femmes se remontent les manches, le mouvement ascendant en faveur de l'amélioration de l'environnement au travail et de la révision des horaires en vue de faciliter le travail des femmes s'accélère. Je pense qu'il reste un certain nombre d'hommes qui se flattent du peu de temps qu'ils consacrent au sommeil et confondent « extrêmement occupé » avec « extrêmement productif ». À mesure qu'augmente la présence des femmes sur les lieux de travail et que leur sont confiées des décisions importantes, les modalités du travail vont changer et la productivité va s'accroître. Les efforts consentis par le Japon pour mettre sur pied une société dans laquelle les femmes resplendent ne font que commencer. Le plus difficile consistera peut-être à transformer la division des rôles fondée sur le genre, qui est devenue, à notre insu, une habitude profondément enracinée. Aujourd'hui encore, et c'est profondément regrettable, nous nous heurtons à des remarques qui méritent d'être assimilées au harcèlement sexuel. Créer une société où les femmes puissent s'épanouir ne veut pas dire suspendre une pancarte « zone de promotion des femmes », mais changer les règles du jeu qui imprègnent la société.

Je veux diffuser cette transformation à l'échelle planétaire. Nous devons générer un monde où tous les êtres humains, hommes et femmes confondus, resplendent. Lors de l'Assemblée générale des Nations Unies qui s'est tenue l'an dernier, j'ai exprimé ma détermination à soutenir les femmes. Depuis lors, le projet d'APD en faveur duquel je me suis engagé n'a cessé de progresser.

Les changements sont désormais en cours. Nous venons juste de prendre place sur la ligne de départ. Je suis heureux de vous annoncer que plus de 100 événements liés à ce symposium se sont tenus et vont se tenir d'un bout à l'autre du Japon ainsi que dans plus de 20 pays. Je serai en première ligne de ce combat pour bâtir une société où tous les êtres humains, hommes et femmes confondus, s'épanouissent. J'espère que vous allez vous joindre à moi pour agir dès maintenant.

# La 69<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Extraits du discours prononcé par le Premier ministre Shinzo Abe à New York, le 25 septembre 2014

Intégralité du texte (en anglais) : [http://japan.kantei.go.jp/96\\_abe/statement/201409/unga2014.html](http://japan.kantei.go.jp/96_abe/statement/201409/unga2014.html)

L'humanité se trouve confrontée à des crises sans précédent. Le moment est venu de nous rassembler sous le drapeau des Nations Unies pour faire face à ces crises dans l'unité. Le Japon est déterminé à continuer d'assumer pleinement ses responsabilités, en travaillant main dans la main avec la communauté internationale.

Le gouvernement japonais n'épargne aucun effort dans la lutte contre le virus Ebola. Nous avons envoyé des experts japonais participer aux missions de l'OMS. Nous avons également consacré 5 millions de dollars à l'aide financière et allons fournir 500 000 équipements personnels de protection destinés au personnel des services de santé. Outre cela, nous nous engageons à apporter une aide supplémentaire pour un montant total de 40 millions de dollars. Nous restons prêts à prendre toute autre mesure, y compris l'éventuelle offre d'un médicament prometteur, qui pourrait avoir des effets bénéfiques dans la phase de la maladie consécutive à l'exposition au virus.

Le Moyen-Orient est en effervescence. Le Japon considère notamment les activités de l'EIIL comme une menace sérieuse à l'ordre international. La tâche qui nous incombe maintenant, c'est d'empêcher l'extrémisme de prendre racine, tout en réagissant sans délai aux crises humanitaires qui frappent la région. Le Japon va dès à présent consacrer 50 millions de dollars aux secours d'urgence.

Le Japon, qui accorde une grande importance à la stabilité de l'Ukraine, a promis 1,5 milliard de dollars d'assistance économique et a commencé à s'exécuter. Nous sommes aussi en train de mettre en place un programme d'assistance pour la reconstruction de l'Est de l'Ukraine.

L'année prochaine occupera une place prépondérante dans le calendrier des Nations Unies. Nous célébrerons en effet le 70<sup>ème</sup> anniversaire de l'Organisation. Habités par l'horreur que nous inspiraient l'atrocité de la guerre et le sort tragique de populations innocentes tant chez nous qu'ailleurs dans le monde, nous nous sommes engagés à sa suite sur le chemin de l'après-guerre, pleinement solidaires de son attachement à la paix. Notre promesse de ne jamais faire la guerre se



transmettra avec une détermination renouvelée de génération en génération dans le peuple japonais.

Comme il l'a fait dans le passé et le fait aujourd'hui, le Japon continuera d'encourager activement les contributions concertées à la paix. Outre cela, je tiens à déclarer solennellement que le Japon est une nation vouée à l'élimination de la « culture de guerre » du cœur des hommes et qu'il est fermement déterminé à continuer d'œuvrer dans ce sens. Le Japon et les Japonais, déterminés à toujours faire de leur mieux pour que ce projet s'inscrive dans la réalité, vont mettre au service de cette cause leur bonne volonté, leurs aptitudes, leurs connaissances et leur expérience. Avant toute autre chose, nous allons continuer de participer à la promotion d'une éducation qui puisse servir de socle à la croissance économique pour ceux qui en ont besoin, depuis l'enseignement primaire jusqu'à la formation professionnelle.

La bannière de la « contribution dynamique à la paix » brandie par le gouvernement japonais est un étendard planté sur une cime – celle du développement naturel de la conviction et de la confiance en soi acquises tout au long des nombreuses années que nous avons consacrées à la promotion de la « sécurité humaine », autrement dit à un effort acharné en faveur d'une société qui met en valeur les individus. Nous allons poursuivre cette tâche, avec l'espoir d'aboutir le

moment venu à une société juste et équitable axée sur l'être humain, ainsi qu'à une démocratie respectueuse des droits de l'homme.

Il y a 70 ans, les Nations Unies ont proclamé leur détermination à « épargner aux générations à venir le fléau de la guerre » et à « pratiquer la tolérance ». C'est exactement la même détermination qui anime le Japon à l'heure où il aspire une fois de plus à devenir membre du Conseil de sécurité, à titre non permanent, lors de l'élection de l'an prochain, qui marquera le 70<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance des Nations Unies. Tout au long des 58 années qui ont suivi l'entrée du Japon aux Nations Unies, en 1956, le pays n'a épargné aucun effort pour faire avancer les causes mises en avant par l'Organisation. Nous pensons que nous ne le cédon à personne en termes d'efforts consentis. Je souhaite vivement, à ce moment charnière que constitue le 70<sup>ème</sup> anniversaire, que les pays partageant les mêmes buts travaillent de concert à la résolution du problème que pose depuis longtemps la réforme de l'ONU en vue de la mettre en conformité avec les réalités du XXI<sup>e</sup> siècle. C'est au sein de cette nouvelle organisation réformée que le Japon a l'intention de devenir membre permanent du Conseil de sécurité et de jouer le rôle qui va de pair avec ce statut.

C'est à la même occasion que j'ai parlé l'an dernier de la signification et de l'importance du renforcement du pouvoir des femmes et lancé un appel pour que nous mettions sur pied une société où les femmes puissent s'épanouir. Éliminer les préjugés sur le rôle des femmes qui persistent au sein de la société est, plus que toute autre chose, une tâche fondamentale. Nous venons de tenir une conférence internationale de grande ampleur visant à promouvoir la participation dynamique des femmes. Quelque 100 dirigeants venus de tous les secteurs de la société et de toutes les régions du monde, concernés par le développement économique et la résolution des problèmes mondiaux, ont envoyé au monde entier un message exprimant leur engagement à inscrire le pouvoir des femmes dans la réalité. Cet objectif est désormais un principe directeur de la politique tant intérieure qu'extérieure du Japon.

L'histoire du XX<sup>e</sup> siècle est marquée par la blessure profonde infligée à l'honneur et à la dignité des femmes à chaque fois que des conflits ont éclaté. Nous voulons faire en sorte que le monde du XXI<sup>e</sup> siècle soit exempt de toute violation des droits humains commise à l'encontre des femmes. Le Japon se tiendra en première ligne du combat de la communauté internationale en vue de faire table rase de la violence infligée aux femmes pendant les conflits. Les Nations Unies et le monde entier en vérité se doivent d'agir de concert et de faire corps pour garantir les droits fondamentaux, notamment le droit à l'éducation et à la santé. Pour que les femmes mènent

des vies remplies de fierté et d'espoir, je considère en outre essentiel de développer au premier chef leur aptitude à l'indépendance économique.

J'ai aussi déclaré ceci : « Le Japon respecte les activités de ONU Femmes, l'entité responsable des questions féminines au sein de l'Organisation. Nous entendons devenir l'un de ses principaux contributeurs, et par la même occasion un pays modèle à cet égard. » L'an passé, le Japon a multiplié par cinq le montant de ses contributions à ONU Femmes, et nous sommes très heureux que cette instance ouvre un bureau à Tokyo l'année prochaine. J'attends du Japon qu'il mette à profit ce nouveau bureau pour renforcer encore sa coopération avec l'ONU.

Maintenant que le programme de développement pour l'après 2015 est en cours d'élaboration, le Japon va continuer de s'impliquer avec autant de vigueur qu'il l'a fait jusqu'ici. Je me permets toutefois de souligner avec insistance que, si nous voulons vraiment arriver à nos fins, ce sont la protection et l'émancipation des plus vulnérables, sans considération de race, de genre ou d'âge, qui importent avant tout. Cette année marque le 60<sup>ème</sup> anniversaire du début de notre programme d'APD (aide publique au développement), et le gouvernement est en train d'élaborer de nouveaux principes directeur en ce domaine. Nous nous proposons d'accorder une fois de plus la priorité à des objectifs tels que la croissance économique de haute qualité, la primauté du droit, la paix et la stabilité sociales. Notre ligne de conduite profondément enracinée ne variera pas et notre combat contre la pauvreté restera axé sur la valorisation du sens de l'autonomie chez les gens concernés et les efforts pour se prendre en charge. Il n'y aura pas non plus de changement dans notre soutien résolu à la cause de la sécurité humaine. À l'avenir, nous avons l'intention de développer encore nos ressources humaines, en termes tant quantitatifs que qualitatifs, en vue de contribuer à la construction de la paix.

Seul pays à avoir subi les dévastations des bombardements atomiques pendant la guerre, le Japon est prêt à mener le débat pendant la Conférence de révision du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui doit réunir l'an prochain, année du 70<sup>ème</sup> anniversaire des bombardements atomiques, les parties prenantes à ce traité.

En ce qui concerne la Corée du Nord, le Japon œuvrera, de concert avec les pays concernés, à la résolution globale des problèmes en suspens, y compris les questions des enlèvements, du nucléaire et des missiles.

Le Japon a figuré parmi les premiers bénéficiaires des Nations Unies. À mesure que nous avançons, nous allons nous consacrer avec un acharnement inégalé à la réalisation des principes mis en avant par l'ONU. Le Japon est un pays qui ne manque jamais à ses engagements.